

«Les collègues sont dégoûtés»

Vendredi, 18. décembre 2020

De: Interview Guy Zurkinden



Photo Eric Roset

En novembre, les soignant-e-s des HUG ont subi un stress terrible. Ils comprennent d'autant moins les coupes salariales qui leur tombent dessus. Questions à Isabelle, infirmière en unité de soins intermédiaires Covid-19.

Quelle est la situation dans votre unité Covid ?

Isabelle – Depuis la fin novembre, la situation s'est améliorée sur le front de la pandémie. Nous comptons beaucoup moins de cas.

Mais durant tout le mois de novembre, les arrivées ont été incessantes. Les HUG ont dû ouvrir de nombreuses unités de soins aigus, intermédiaires et intensifs.

Il a fallu engager beaucoup de personnel en plus. La situation était très compliquée. Les patients pris en charge dans une unité Covid-19 sont très instables, leur état peut changer rapidement. S'occuper de tels cas exige un haut niveau d'expertise. Cela implique une formation sérieuse. Or vu la situation, nous avons eu beaucoup de salariés intérimaires ou peu spécialisées en renfort. Si nous avons eu le nombre de « mains » nécessaires lors de cette deuxième vague, le personnel formé a manqué. Nombre de soignants ont été amenés à faire des actes pour lesquels ils n'avaient pas été préparés. Dans de tels cas de figure, la conséquence peut être une mise en danger du patient, voire du soignant. On était donc dans le registre de la médecine de catastrophe.

Cette situation a aussi eu des conséquences sur la qualité de la prise en charge, qui s'est dégradée. Par exemple, il y a un mois et demi que nous avons arrêté de faire des soins d'hygiène dignes de ce nom.

Quel est le profil des personnes que vous prenez en charge ?

Pendant la première vague, nous avons eu beaucoup de personnes âgées. Elles constituent toujours une majorité des cas, mais il y a aujourd'hui beaucoup d'autres profils. Dans les soins intermédiaires et intensifs, on trouve fréquemment des personnes âgées de 45 à 65 ans. C'est probablement la conséquence du fait qu'un triage est effectué en amont, pour éviter d'engorger les hôpitaux. Je pense que nombre de personnes âgées meurent désormais avant d'aller à l'hôpital. On voit aussi des personnes jeunes très affectées par le virus.

Quelles ont été vos conditions de travail durant le pic ?

Nous avons subi une dose de stress incroyable. Alors que nous travaillons normalement huit à huit heures et demie par jour, nous sommes passés à douze, douze heures trente quotidiennes. Nous avons accumulé un nombre impressionnant d'heures supplémentaires. Maintenant, la situation est plus calme. Nous comptons une dizaine de patients aux soins intermédiaires, une vingtaine aux soins intensifs. Cela nous donne le temps de nous poser, de réfléchir un peu aux situations et de prioriser au minimum. Au niveau de la protection de notre santé, je pense que nous avons tous été exposés au Covid-19 dans les unités.

Quelles seraient les mesures à prendre pour améliorer à la fois les conditions de travail et de prise en charge, notamment en temps de pandémie ?

La vraie mesure à prendre, ce serait de garantir des hôpitaux et services publics de qualité. Mais cela se construit à l'avance. Selon les calculs syndicaux, il manque mille postes de travail à plein temps aux HUG pour tourner correctement en période normale, donc imaginez le manque d'effectifs en période de pandémie ! Il faudrait aussi revaloriser les salaires et les métiers de santé. Cela améliorerait les conditions de travail et donc l'attractivité des métiers « essentiels ».

Le Grand Conseil a confirmé début décembre que le personnel de la fonction publique ne toucherait pas l'annuité. Comment percevez-vous cette décision ?

Nous vivons cette situation comme une trahison. Depuis des années, l'hôpital suit le cours de la privatisation et des économies avec une certaine continuité. Mais qu'une telle mesure soit prise en pleine crise sanitaire, nous n'y croyions pas. Les collègues sont très fâchés. Mais si le ras-le-bol est général, il y a une difficulté à agir collectivement. Tout le monde est au taquet depuis des mois. Les collègues sont épuisés. Proportionnellement, il n'y a donc pas eu beaucoup de salariés de la santé dans les manifestations. Lors de la première vague, nous nous sommes donnés à fond. Nous avons remplacé les malades, aidé les chefs. Aujourd'hui, beaucoup de collègues disent qu'ils ne vont plus se dépenser autant, ou qu'ils vont quitter ce métier. Ils sont dégoûtés par les décisions des politiques.

Contexte

POUR UNE SORTIE DE CRISE SOLIDAIRE !

Les syndicats genevois appellent à une grande manifestation le 19 décembre.

Le 4 décembre, le Grand Conseil genevois a accepté un « budget de crise » prévoyant un déficit de 840 millions.

Ce budget est le fruit d'un accord entre les partis gouvernementaux, conclu le 17 novembre. Au cœur de ce deal: la création de 353 postes supplémentaires, concédée par la droite contre l'acceptation, par les Verts et le PS, de la suppression de l'annuité pour 2021.

Le SSP et le Cartel intersyndical ont dénoncé cet accord. Le 3 décembre, ils ont organisé la quatrième journée de mobilisation contre les coupes salariales proposées par le Conseil d'Etat, réunissant plusieurs centaines de personnes.

Après avoir hué la décision du Grand Conseil, l'assemblée a voté la poursuite de la mobilisation dès janvier, notamment contre la hausse prévue des cotisations (pour les employé-e-s) aux caisses de pension ainsi qu'un nouveau gel de l'annuité en 2023.

Sous l'égide de la Communauté genevoise d'action syndicale, une manifestation unitaire sera organisée le samedi 19 décembre.

Objectif: dénoncer le fait que les lois votées au Grand Conseil accordant des millions d'aides aux entreprises ne garantissent aucune protection pour les emplois et les salaires. Et mettre la pression sur les autorités cantonales pour qu'elles adoptent de vraies protections pour les salarié-e-s, du public comme du privé, et les précaires impacté-e-s par la pandémie.